

comme vous cet état de fait mais il y a eu dans cette affaire un concours de circonstances dont on ne peut rendre responsables ni l'OSEC ni la Coco ni le Conseil fédéral. Voilà ce que je tenais à déclarer.

En ce qui concerne l'incapacité de l'OSEC, je pense qu'il est difficile d'établir maintenant des responsabilités. Je puis affirmer en tout cas que l'OSEC a parfaitement rempli son mandat en ce qui concerne Vancouver. C'est l'OSEC qui assume la direction de cette exposition et nous tenons à dire qu'il accomplit son mandat à satisfaction. Je peux assurer à M. Renschler que nous avons fait toutes les remarques qui s'imposaient, aussi bien à l'OSEC qu'à la Coco et qu'à tous ceux qui nous ont conseillé la solution «Swissorama». En l'occurrence, je crois pouvoir dire qu'à l'avenir, de tels contre-temps ne se reproduiront plus.

M. Renschler regrette que l'économie suisse ne participe pas pour un montant supérieur à un million aux frais de cette exposition dont elle est et sera vraisemblablement la principale bénéficiaire. A l'origine, il était convenu que l'économie privée suisse participerait à concurrence de 25 pour cent. On arrive maintenant à un taux de participation de 20 pour cent seulement, soit un million sur cinq, c'est peut-être insuffisant. C'est cependant un devoir pour nous que de faire un effort pour la promotion de notre économie et de nos industries. En l'occurrence, nous avons fait cet effort. Espérons qu'il sera profitable à l'économie suisse. Il faut remarquer que nous participerons à cette exposition universelle de Vancouver dans des conditions financières – soit quatre millions – que l'on peut qualifier de relativement modestes. Je vous remercie d'approuver ce complément.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1 und 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Titre et préambule, art. 1 et 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

109 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

84.035

**Botschaft in Riyadh. Zusatzkredit**

**Ambassade à Riyadh. Crédit additionnel**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 4. April 1984 (BBI II, 285)

Message et projet d'arrêté du 4 avril 1984 (FF II, 289)

Beschluss des Ständerates vom 29. November 1984

Décision du Conseil des Etats du 29 novembre 1984

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Proposition de la commission*

Entrer en matière

**Widmer, Berichterstatter:** Dieses Geschäft hat in der Kommission ziemlich heftige Diskussionen ausgelöst. Ich muss deshalb ein paar Ausführungen machen.

Es handelt sich um einen Nachtragskredit in der Höhe von 2,9 Millionen Franken. Die Kommission – das möchte ich vorausschicken – hat diesem Kredit schliesslich ohne Gegenstimme zugestimmt, ebenso der Ständerat, der bereits in diesem Sinn beschlossen hat; trotzdem sind einige kritische Bemerkungen am Platz.

Wie ist es zu dieser Kreditüberschreitung gekommen? Es sind mehrere Gründe: Erstens einmal wirkt sich der Wechselkurs sehr stark aus, das heisst die Schwäche des Franken gegenüber allen Währungen, die mit dem Dollar verbunden sind. Dann sind in Saudi-Arabien wie an manchen anderen Orten seit dem seinerzeitigen Beschluss eine starke Teuerung eingetreten. Es gab Überraschungen beim Bauen, speziell beim Baugrund, und schliesslich ist das Bauen in der Wüste, wie das in Riyadh eben der Fall ist, für uns Schweizer auch nicht eine alltägliche Angelegenheit. Es darf ferner nicht übersehen werden, dass die Botschaft im Innenausbau einen beträchtlichen Aufwand aufweist. Die ganze Botschaft ist fast wie eine kleine Festung gebaut worden. Das ergibt sich aus den politischen Verhältnissen. Das Leben in einer solchen Botschaft ist offenbar kein reines Vergnügen; dem versucht man ein wenig entgegenzusteuern, indem man das Innere möglichst angenehm gestaltet. Das sind die wesentlichen Gründe für die Mehrkosten.

Schliesslich noch zwei allgemeine Bemerkungen. Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten hat die Frage aufgeworfen, ob es richtig sei, dass diese Kommission solche Bauvorlagen zu behandeln hat, denn an sich hat ja die aussenpolitische Kommission allenfalls darüber zu entscheiden, in welchem Land man eine Botschaft errichten soll; die rein bautechnischen Fragen sind aber im Grunde genommen nicht unsere Angelegenheit. Es ist deshalb als positiv zu bewerten, dass sich die Bautengruppe intensiv mit diesem Geschäft abgegeben hat und auch einhellig zum Schluss gekommen ist, man solle zustimmen.

Schliesslich noch ein etwas spezieller Aspekt des Kredites: Ein Teil der Kostenüberschreitung, etwas mehr als 200 000 Franken, ist bedingt durch bisher nicht eingegangene Rückerstattungen für Importzölle, denn ein Teil des Baumaterials ist aus der Schweiz nach Saudi-Arabien geliefert worden. Es ist anzunehmen, dass man diese Zölle wieder zurückbekommt. Bis jetzt sind sie aber nicht zurückerstattet worden. Zudem gehen diese Rückerstattungen – das haben wir bei dieser Gelegenheit feststellen müssen – gar nicht an das EDA, also an den Bauherrn, sondern sie gehen an die Bundeskasse. Es wird hier das Departement für auswärtige Angelegenheiten mit einem Überschreiten des Kredites belastet, der effektiv gar keine Überschreitung ist. Da sollte man irgendwann einmal zusammen mit der Finanzkommission eine bessere Lösung finden.

Das waren einige Gründe dafür, dass man schliesslich – ich glaube, mit gutem Gewissen – diese 2,9 Millionen Franken bewilligen kann. Ich empfehle Ihnen, dies zu tun.

**M. Berger**, rapporteur: Il est toujours très désagréable de revenir devant le Parlement lorsqu'il s'agit de soutenir des crédits additionnels, et notamment lorsque ce crédit est important, comme c'est le cas pour celui que nous vous demandons pour couvrir les coûts de renchérissement de la construction de l'ambassade de Riyadh.

Il est peut-être nécessaire de vous retracer brièvement l'histoire de cette construction. En 1975, le Royaume d'Arabie Saoudite avait décidé de transférer le Ministère des affaires étrangères de Djeddah à Riyadh et que toutes les représentations diplomatiques devaient suivre. Les constructions nouvelles devaient être terminées en 1983. Déjà au départ, il y avait un cadre décisionnel très marqué de la part de ce pays.

Pratiquement, notre ambassade a rejoint la capitale de Riyadh en 1984 et les travaux sont en voie d'achèvement. Nous avons pu nous rendre compte en commission, par l'image, du déroulement de ces opérations qui étaient à mon avis nécessaires. Plusieurs événements justifient le dépassement qui nous est présenté.

Je tiens à préciser que la Direction des constructions fédérales devait nous apporter toutes les informations nécessaires à ce sujet. Tout d'abord c'est une entreprise suisse – qui avait été choisie après plusieurs appels. Il est bon de rappeler que cette entreprise n'a pas pu tenir ses engagements et a dû être remplacée. Il y a eu d'autres imprévus, d'ordre technique par exemple, comme la nature du sol réservé à cette construction, qui a provoqué des charges supplémentaires non négligeables; l'obligation du ravitaillement imposée par les autorités locales qui a contraint les constructeurs à employer des matériaux qui ne sont pas toujours usuels dans notre pays. Je passe sur de multiples imprévus, tels le remplacement de l'entreprise, dont je viens de parler, ou le remboursement des droits de douane promis par le pays en question et que nous attendons toujours.

Les coûts supplémentaires importants sont dus au renchérissement qui, comme le message vous le rappelle, a atteint en Arabie Saoudite 10 pour cent, alors que dans notre pays il ne dépassait pas 6 pour cent. Une autre raison en est la fluctuation des cours du change. Près d'un million de francs d'augmentation a dû être prévu à ce titre.

Tant de la part du Groupe des constructions que des entreprises de construction, nous avons admis qu'en fait tout avait été mis en œuvre – cela est important – pour cerner et maîtriser chaque donnée présentée au niveau du devis initial. Je rappelle aussi que, lors de l'élaboration de ce devis et de la présentation du message, aucun montant de renchérissement n'avait été prévu. On a pu se rendre compte qu'il est toujours difficile, dans un pays très différent et éloigné de nos usages courants et de nos relations usuelles, de cerner tous les éléments qui peuvent intervenir, surtout lorsqu'on se trouve de surcroît «planté» – si vous me passez l'expression – sur un terrain vague.

En résumé, notre commission, à l'unanimité vous propose d'accepter cet arrêté fédéral avec l'amendement rédactionnel qui vous est présenté et qui accorde l'ouverture d'un crédit additionnel de 2,9 millions de francs pour couvrir l'augmentation des coûts de cette nouvelle ambassade de Riyadh.

**Braunschweig:** Es gehört zum Wesen eines Zusatzkredites, dass man ihm zustimmt, aber mit Unbehagen zustimmt. Eine Stossrichtung dieses Unbehagens richtet sich gegen das Verhalten der saudiarabischen Regierung; ihre Zollforderungen und Terminvorschriften entsprechen nicht gerade dem, was ich mir unter freundschaftlichen Beziehungen und einer guten Kooperation vorstelle. Aber wir Schweizer sind in solchen Fällen auch zu perfektionistisch und glauben, Termine nicht um einen einzigen Monat überschreiten zu dürfen, während andere Staaten ein lockereres Verhältnis dazu haben, zum eigenen Vorteil und zum Vorteil der internationalen Beziehungen. Es gibt Fälle, in denen wir gehorsam sind, geradezu verkrampft.

Ich greife eine Frage auf, deretwegen ich mich zum Worte gemeldet habe. Der Kommissionspräsident hat bereits

davon gesprochen, als er sagte, es handle sich bei diesen Botschaftsgebäuden, die unserem Lande und den internationalen Beziehungen dienen sollen, um eine kleine Festung. Man hatte, vor allem auch nachdem wir uns die Lichtbilder angesehen hatten, den Eindruck, dass unsere Diplomaten, ihre Familien und das Personal müssten in einem Ghetto leben. In der Kommission wurde sogar von einer gefängnisartigen Baute gesprochen.

Diese Feststellung führt mich zu einer grundsätzlichen Überlegung: Wir erwarten von diplomatischen Beziehungen, dass sie zu allen Teilen der Bevölkerung und des Landes bestehen und sich nicht auf den offiziellen Bereich beschränken. Wenn unsere Leute dort – das gilt nicht nur für Riyadh, das gilt ebenso sehr für Brasilia und für andere Hauptstädte; wahrscheinlich geht die Entwicklung diplomatischer Beziehungen in dieser Richtung – unter solch abgeschlossenen Verhältnissen leben und arbeiten müssen, stellt sich die Frage, ob sie ihre Aufgaben noch erfüllen können. Wir wünschen von Botschaftern Informationen über Entwicklungen im Lande, in dem sie residieren. Wir brauchen diese Informationen für Beratung und Planung der Zusammenarbeit, wir möchten wissen, welche Bewegungen im Volk vorhanden sind und welche Änderungen der Machtverhältnisse möglich oder zu erwarten sind.

In einem arabischen Land ist das besonders wichtig, weil uns Mentalität und Hintergründe fremd sind. Wir haben es in den vergangenen Jahren mehrmals erlebt, dass wir durch politische oder militärische Entwicklungen völlig überrascht worden sind, weil einzelne Diplomaten entweder zu wenig Fingerspitzengefühl hatten, kommende Entwicklungen herauszufühlen, oder eben durch äussere Umstände dazu gar nicht fähig waren. Die diplomatischen Beziehungen werden immer wichtiger; das ist aus wirtschaftlichen und politischen Gründen, durch die internationale Verflechtung vor allem auf den Gebieten der verschiedenen Technologien unbestritten. Deswegen müssen wir differenzieren: Einerseits gibt es die funktionelle Aufgabe der diplomatischen Beziehungen, die erfüllt werden muss. Aber sie haben immer auch mit der Repräsentation eines Landes und – sagen wir es ganz deutlich – mit Prestigefragen zu tun.

Ich äussere bei dieser Gelegenheit den Wunsch, dass sich unser Land – wie übrigens schon in der Vergangenheit – mehr dafür einsetzt, dass die funktionelle Aufgabe verstärkt und den Prestigebedürfnissen hüben und drüben entgegen gewirkt wird. Das soll und kann die Schweiz nicht im Alleingang tun. Aber wir nehmen an vielen internationalen Konferenzen teil, an denen sich unsere Vertreter dafür einsetzen können, zum Vorteil der ganzen Völkergemeinschaft, zum eigenen und nicht zuletzt auch zum finanziellen Vorteil.

**Steffen:** Im Namen der Fraktion der Nationalen Aktion und der Vigilants möchte ich Ihnen bekanntgeben, dass wir dem Zusatzkredit für die Neubauten unserer diplomatischen Vertretung wahrhaftig nur mit hörbarem Zähneknirschen und unter Sachzwang zustimmen können. Die Verhandlungen im Ständerat vom vergangenen 29. November haben gezeigt, dass man als Gründe für die Mehrkosten nebst der Teuerung, der Wechselkursentwicklung und den sogenannten baulichen Erschwernissen auch die mangelhafte Berücksichtigung der seinerzeitigen Bedenken durch das Amt für Bundesbauten erwähnen muss. Die Bedenken wurden in der ständerätlichen Kommission 1982 von den Herren Weber, Gadiant und Dobler vorgebracht. Heute steht fest, und es drückt sich in Hunderttausenden von Franken Zusatzkredit aus, dass die damals vorgebrachten Fragen nach Baukontrolle, Baukostenhöhe und baubehördlichen Auflagen in Riyadh zuwenig Gehör bei der zuständigen eidgenössischen Baubehörde gefunden haben.

Es bleibt zu hoffen, dass die offensichtlichen Mängel im Zusammenhang mit der Bearbeitung dieses Bauprojektes beim Amt für Bundesbauten einen Lern- und Anpassungsprozess auszulösen vermögen, ist doch ein ähnlich gelagerter Bauprojekt für Kinshasa in Vorbereitung.

**M. Eggly-Genève:** Les propos de M. Braunschweig m'amènent à monter à cette tribune. En réalité, ses réflexions n'ont pas grand-chose à voir avec l'objet qui nous occupe. Nous avons besoin de voter un crédit additionnel pour des raisons qui vous ont été exposées dans le message et qui le seront encore par M. Aubert, conseiller fédéral. En effet, il y a eu tout simplement des facteurs de renchérissement monétaire liés aux conditions qui ont été imposées par le gouvernement d'Arabie Saoudite. Nous ne pouvons qu'en prendre acte et le déplorer; nous pouvons espérer aussi que l'on accordera plus d'attention et de systématique dans le domaine des soumissions et dans celui des constructions; enfin, nous ne pouvons pas aller plus loin dans cette réflexion.

En revanche, il me semble que la remarque de M. Braunschweig est assez dangereuse. Elle revient en quelque sorte à sous-évaluer les services que nous rendent nos missions à l'étranger. Or, si vous comparez l'équipement diplomatique de notre pays à celui des pays d'envergure similaire, vous vous rendez compte que nous n'en faisons pas trop. Je pense même parfois que nous n'en faisons pas assez. Le travail de nos diplomates est absolument précieux. Quand ils le peuvent – j'ai eu l'occasion de le constater – ils vont bien au-delà des cocktails diplomatiques et des rencontres purement officielles. Chaque fois que cela est possible, ils essaient d'avoir des contacts avec toutes sortes de personnes, y compris celles de l'opposition ou des milieux marginaux. Ils sont un support indispensable, tout pour notre coopération au développement dans les pays du tiers monde que pour les relations que doit avoir notre industrie avec tous les milieux économiques possibles et imaginables. Lorsqu'il en va autrement, c'est que la situation ne le permet pas.

En Arabie Saoudite, par exemple, je voudrais bien savoir qui pourrait faire mieux que nos diplomates, du point de vue des contacts avec la population locale. Certaines personnes tentent leur chance, notamment dans le domaine du trafic des alcools. En général, elles se retrouvent en prison, et ne peuvent en sortir sans recevoir trop de coups de bâton que grâce à nos diplomates.

Tout cela est anecdotique. Je crois, Monsieur Braunschweig, qu'il serait très dangereux, par le truchement d'une sorte de vision philosophique, de commencer à accréditer l'idée – qui ne l'est déjà que trop dans notre population – selon laquelle nos missions diplomatiques sont presque un luxe inutile. En outre, nous paierions très cher un appareil diplomatique insuffisant et nous ne serions plus en mesure de rendre les services que la communauté internationale attend de nous.

**Müller-Scharnachtal:** Die von Herrn Steffen am Amt für Bundesbauten geübte Kritik, bezogen auf diesen Fall, scheint mir als Präsident der Bautengruppe nicht gerechtfertigt. Ich werde versuchen, dies noch einmal zu erklären. Die Bautengruppe hat sich einmal mehr mit diesen Bauten in Riyadh und jetzt eben mit diesem Zusatzkredit befasst. Bekanntlich sind im Moment ausserhalb von Riyadh, mitten in der Wüste, einige Dutzend Botschaften im Bau. Es hat da grosse, prunkvolle und kleine, gediegene. Die Schweizer Bauten nehmen sich da ausserordentlich bescheiden aus. Ich darf doch diese Feststellung auch wieder einmal machen.

Bei der Überprüfung des Zusatzkredites hat sich die Bautengruppe allerdings nicht mehr mit den bautechnischen Fragen auseinandergesetzt, sondern viel eher wie ein Organ der Finanzkontrolle die verschiedenen Positionen des angebotenen Zusatzkredites überprüft. Dabei stellten wir fest, dass das Bundesamt für Bauten, zusammen mit der Generalunternehmung, das Projekt gut in den Händen hat und auch gut betreut. Herr Steffen, die teuerungs- und währungsbedingten Mehrkosten sind auf Automatismen zurückzuführen. Sie sind deshalb nicht zu beanstanden und schon gar nicht dem Bundesamt anzulasten. Die verschiedenen baulichen Erschwernisse sind verständlich, wenn man weiss, was bei einem Bau draussen in der Wüste alles

passieren kann. Zudem können die Behörden jederzeit neue Vorschriften erlassen, und sie haben es auch getan, an die man sich zu halten hat. Auch hier ist nichts zu beanstanden, keine Anlastung gegenüber dem Amt für Bundesbauten. Bedauerlich sind schliesslich die auf die Einfuhr von schweizerischen Materialien erhobenen Zölle. Herr Widmer hat davon gesprochen. Es ist zu hoffen, dass dieser Betrag schliesslich doch noch zurückerstattet wird. Aber eben, wenn dies der Fall ist, fliesst Geld in die Bundeskasse; wir haben keine Möglichkeit, beim angebotenen Zusatzkredit einen entsprechenden Abzug vorzunehmen.

Ich bitte Sie also, dem Zusatzkredit zuzustimmen.

Noch ein Wort zur Kritik, wie sie Herr Braunschweig geäussert hat. Ist auch die Schweizer Botschaft ein Gefängnis, ein Ghetto? Dazu möchte ich mit aller Deutlichkeit feststellen, dass im Rahmen der vorhandenen Mittel so angenehm wie nur möglich gebaut wurde. Dieser Platz wurde uns von der Regierung zugewiesen. Es gab keine Alternativstandorte, auch keine andere Konzeption stand zur Verfügung. Wie Sie richtig sagen, Herr Braunschweig, ist die Kontaktherstellung und -pflege sicher notwendig. Sie ist schwierig, aber mit diesen Schwierigkeiten haben wir uns auseinanderzusetzen, ohne dabei die Traditionen und Gepflogenheiten des Gastlandes zu missachten.

Zusammenfassend bitte ich Sie, diesem Zusatzkredit zuzustimmen.

**Herczog:** Nach den Voten von Herrn Eggly und Herrn Müller-Scharnachtal muss ich jetzt doch noch etwas zum Bautechnischen sagen. Man darf jetzt nicht so tun, wie wenn die Schweiz und die Schweizer Architekten das erste Mal in der Wüste bauen würden, als ob das etwas Wahnsinniges, etwas Neues wäre und sich dadurch irgendwelche technologischen Probleme ergäben. Wenn man in Djeddah oder Riyadh baut – es gibt ja verschiedene grosse Schweizer Firmen, die mit der dortigen Bauweise Erfahrung haben –, dann weiss man auch, welche Kredite zu verlangen sind. Immerhin sind etwa 16 Millionen Franken – wir haben das diskutiert, als der Projektkredit vorlag – projektiert. Ich würde eine Botschaft immerhin unter die Kategorie von grösseren Einfamilienhäusern einreihen. 16 Millionen Franken sind daher recht viel. Wenn man weiss, welche Umstände es dort mit dem Zügeln von Klavieren zwischen Djeddah und Riyadh gegeben hat, dann muss ich sagen, dass hier ein Zusatzkredit von 3 Millionen Franken auch nicht nur mit der Teuerung und mit Importzöllen begründet werden sollte.

Was übrigens zu den Importzöllen noch zu sagen ist: Es wäre vielleicht auch einmal zu überprüfen, gerade in arabischen Ländern oder überhaupt in Afrika, wenn man unter anderem eine Botschaft baut, ob die Schweiz nicht in der Lage wäre, mit Materialien vor Ort zu bauen; ob wir es allen Bauunternehmungen und Grossunternehmen nachmachen müssen, dass wir praktisch bis zur letzten Schraube alles aus der Schweiz einführen. Ich möchte sagen, dass Herr Braunschweig hier doch wichtige Dinge auch im politischen Sinne aufgezeigt hat.

Dies ist nicht einfach ein Kredit, den man telquel ohne Kritik bewilligen kann.

**Widmer, Berichterstatter:** Anschliessend an die letzte Bemerkung von Herrn Herczog möchte ich doch klarstellen, dass die Kommission diesen Kredit ausdrücklich nicht ohne kritische Bemerkungen zur Genehmigung empfiehlt, sondern sich auch sehr ausführlich und sehr kritisch darüber unterhalten hat. Ich bin überzeugt, dass die zuständigen Ämter die kritischen Bemerkungen zur Kenntnis genommen haben.

Nur eine Bemerkung noch zu Herrn Braunschweig. Ihre Vorstellung, die uns wahrscheinlich allen sehr sympathisch ist, eine schweizerische Botschaft solle sich nicht nur im exklusiven Kreis der Behörden bewegen, sondern in engem freundschaftlichem Kontakt mit dem jeweiligen Volk leben, ist zweifellos unbestritten. Aber in vielen Ländern ist das eben nur ein frommer Wunsch. Der Botschafter in Washing-

ton und seine Mitarbeiter können sich frei in Washington und in den ganzen USA bewegen und mit jedermann persönliche Gespräche führen. Aber in sehr vielen anderen Ländern ist davon eben keine Rede. Wir können die Verhältnisse weder in Moskau noch in Peking dadurch ändern, dass wir hier eine andere architektonische Gestaltung der Botschaft beschliessen. Wir müssen entweder die diplomatischen Beziehungen abbrechen oder versuchen, uns in der Welt, die dort besteht, irgendwie zurechtzufinden. Das ist ein sehr ernsthaftes Problem. Aber die Vorstellung, man könne die Struktur einer Botschaft, wie sie – ich wiederhole es noch einmal – in Amerika selbstverständlich ist, auch auf andere Länder übertragen, ist leider eine Illusion. Wir müssen versuchen, auch bei andern Verhältnissen Kontakte anzubahnen.

Ich fasse zusammen: Den kritischen Bemerkungen kann ich gar nicht widersprechen. Wir teilen diese kritischen Überlegungen. Aber wenn Sie alles gegeneinander abwägen, dann gibt es keine andere Möglichkeit, als dass man mit mehr oder weniger grosser Begeisterung diese 2,9 Millionen bewilligt.

**M. Berger**, rapporteur: Je voudrais simplement rassurer M. Herczog. Le cadre dans lequel se trouve l'ambassade de Suisse à Riyadh et le bâtiment lui-même situé – je tiens à le préciser – dans un ensemble abritant des ambassades, n'ont rien de particulier. Ils sont conformes à ce que l'on trouve dans les constructions des pays étrangers. Il n'y a donc pas lieu de se morfondre sur ce point.

Par ailleurs, j'appuie les propos de M. Müller, du Groupe des constructions, et de M. Eggly, selon lesquels nos ambassades ne doivent pas se trouver sur le même «palier» que tout un chacun. Elles ont une mission particulière à remplir et nous devons faire en sorte qu'elles puissent travailler dans un cadre conforme à leur tâche.

**M. Aubert**, conseiller fédéral: Je n'ai pas grand-chose à ajouter à ce qui vient d'être dit par les rapporteurs et certains orateurs. Je remercie M. Eggly se son intervention en faveur de nos diplomates qui méritaient bien qu'on rompe cette lance en leur faveur.

La construction de l'ambassade qui nous occupe aujourd'hui et qui paraît être atteinte de tous les péchés, n'a été décidée ni par nos diplomates, ni par l'administration fédérale, ni par le Conseil fédéral. M. le rapporteur de langue française l'a d'ailleurs précisé: En 1975, le gouvernement d'Arabie Saoudite a décidé d'obliger toutes les représentations diplomatiques étrangères sises à Djeddah, qui restera la capitale économique du pays, se transférer jusqu'en 1985 à Riyadh, capitale politique. Nous avons dû nous soumettre à cette décision, sous peine de devoir renoncer à une représentation diplomatique dans un pays qui revêt pour nous une grande importance politique et économique. Il en est allé de même pour tous les autres pays représentés en Arabie saoudite.

Je tiens encore à relever que tous ont eu à supporter également des supplémentaires dûs au renchérissement, à l'augmentation du cours du dollar de même qu'à un certain nombre de tracasseries administratives et locales telles que celles qui sont rappelées au chiffre 3 du message.

Si nous nous rapportons aux diapositives qui ont été projetées devant la Commission des affaires étrangères, nous pouvons constater que notre ambassade a été implantée en plein désert de sable et de cailloux. Ce n'est certes pas la première fois, Monsieur Herczog, que nous construisons dans un désert, mais nous avons eu des surprises que des études ponctuelles du terrain ne nous ont pas permis de déceler: d'où une augmentation assez considérable des frais.

Toutes les personnes qui ont eu l'occasion de se rendre à Riyadh pourront dire que la construction de l'ambassade suisse est particulièrement modeste et que nous n'avons pas, Monsieur Braunschweig, «cédé au péché» de prestige. Je peux affirmer que notre ambassade est l'une des plus

modestes de celles qui ont été nouvellement implantées à Riyadh.

Monsieur Braunschweig nous demande de moins songer au prestige qu'à l'amélioration des contacts avec la population. Est-il vraiment nécessaire de rappeler les difficultés de contact existant dans certains pays? Imaginez les conditions dans lesquelles doivent vivre les femmes de nos ambassadeurs, de nos chefs de mission, de notre personnel. Sous prétexte de «meilleurs contacts», nous n'imposons jamais le port du «tchador» aux femmes suisses vivant dans les pays qui l'exigent de leurs ressortissantes! Il faut savoir tenir compte aussi des problèmes posés aux femmes. Quand nous envoyons des suisses représenter notre pays à l'étranger nous n'envoyons pas seulement un chef de mission, un ambassadeur, un chancelier ou un secrétaire, mais, généralement, des couples qui ont droit à leur vie personnelle et privée quels que soient les us et coutumes des pays d'accueil. Il est parfois malaisé pour nos diplomates de s'adapter à certains us et coutumes.

Enfin, je me permets de vous rappeler que le Conseil fédéral a autorisé le Département fédéral de l'intérieur à faire la dépense que nous vous demandons aujourd'hui de ratifier. Nous n'avons, cependant, pas voulu vous mettre devant un fait accompli: nous en avons discuté avec la Délégation parlementaire des finances et c'est avec son approbation que cette dépense a été faite. Pour le surplus, je me réfère aux exposés de vos rapporteurs.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

#### **Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 1**

*Antrag der Kommission*

Zur Deckung der Mehrkosten aufgrund der Teuerung, der Wechselkursentwicklung und der baulichen Erschwernisse wird für die mit Bundesbeschluss ...

#### **Art. 1**

*Proposition de la commission*

Un crédit additionnel de 2 900 000 francs est ouvert aux fins de couvrir l'augmentation des coûts due au renchérissement, aux fluctuations du marché des changes et aux difficultés rencontrées en cours de construction d'une chancellerie, ...

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussesentwurfes

98 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

## **Botschaft in Riyadh Zusatzkredit**

### **Ambassade à Riyadh. Crédit additionnel**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.035
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.03.1985 - 08:00
Date	
Data	
Seite	365-368
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 184

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.